Document généré le 24 avr. 2024 20:20

Liberté

Allocution de Jacques Godbout, lors de la remise du Prix Duvernay 1974

Jacques Godbout

Volume 16, numéro 2 (92), mars–avril 1974

Poésie, nouvelles, chroniques

URI : https://id.erudit.org/iderudit/26449ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)
1923-0915 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Godbout, J. (1974). Allocution de Jacques Godbout, lors de la remise du Prix Duvernay 1974. *Liberté*, *16*(2), 8–15.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1974

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Allocution de Jacques Godbout lors de la remise du Prix Duvernay 1974

Mesdames, Messieurs, . . .

Contrairement à une hypothèse messianique des années 50 le XXè siècle en sa deuxième moitié aura vu la consolidation des Etats-nations. Ce n'est pas que cette coïncidence entre l'organisation administrative qu'est un Etat et l'organisme culturel qu'est la nation soit *plus* biologiquement nécessaire ou philosophiquement naturelle qu'une autre. L'Etat-nation est tout simplement plus commode et plus commun que l'esperanto politique.

Que dans l'esprit de certains intellectuels l'existence des Nations-Unies en vint à signifier la disparition de ses composantes, n'a rien d'étonnant. Chaque année des visionnaires de la mise en marché font des prédictions qui ont l'air aussi solides que faire se peut et malgré tout s'avèrent fausses dans un domaine, la technologie, pourtant simpliste.

Aussi l'apparition de la bande magnétique sur le marché de la musique allait tuer le disque . . . La bande magnétique c'est Ottawa. Le disque c'est Québec. Un disque usé, qui ne cesse de répéter que nous voulons l'indépendance, parce que

nous sommes, qu'on le croie ou non, aussi fiers que tous les peuples de la terre, et que nous y avons droit.

Le problème, au Québec, contrairement à celui des nations qui sont devenues indépendantes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est que nous n'avons pas à demander, à quémander ou à arracher notre indépendance. Nous avons à nous l'accorder à nous-mêmes ; il n'y a pas vraiment d'armée étrangère sur notre sol ; il y a une mainmise économique plus subtile, bien sûr, mais l'économie n'exige quand même pas autant de subtilité qu'on le prétend. Ce n'était pas la peine d'abandonner le catholicisme pour tomber dans l'Economisme.

En fait puisque le Québécois est face à lui-même et que c'est à lui-même qu'il demande de choisir l'autonomie, il s'est retrouvé au magasin général : "A coûte combien ton indépendance ?" a demandé le marchand libéral au représentant de commerce du P.Q. qui portait un habit carreauté.

Il s'en est suivi une discussion interminable sur le coût réel de cet article qu'on devra mettre en solde si les Canadiens anglais n'en veulent pas, mais qui vaudrait plus cher si les Américains y étaient intéressés à condition bien sûr qu'on l'écoule peu à peu, afin d'épuiser le stock en cinq ans mais pas trop vite, d'ailleurs on pourrait faire une fête lors de la vente de notre dernière chemise.

Pendant que nos économistes discutaient fermement, la clientèle populaire choisit majoritairement (il n'y a pas de majorité si petite qu'elle soit inexistante, il y a la majorité.) Cette clientèle québécoise qui a un bon fonds paysan, choisit d'acheter le produit auquel elle était habituée, la lessive fédérale, d'autant plus qu'on lui avait collé une étiquette rouge en travers de la boîte qui se lisait : Nouveau ! Maintenant rentable !

Ces élections (les dernières, enfin les plus récentes) ont été les plus ridicules du monde : nous pensions Etat-nation, nos partis politiques parlaient comme Household Finance. Faire l'indépendance pour une question de gros et petits

sous ? Ce n'est pas la peine. Dans ce domaine nous avons déjà réussi une entreprise : les Caisses populaires Desjardins. Pourquoi recommencer et encourir des dépenses inutiles ? La Province de Québec peut bien demain s'appeler La Province Pop, et l'indépendance économique sera assurée. Cela ne changerait rien à rien. Le Pouvoir, tout simplement, changerait de main.

Il y en a parmi vous, les plus jeunes entre autres, qui sont *tannés* d'entendre parler de l'indépendance parce qu'ils croyaient à l'Indépendance *instantanée.*

Doit-on rappeler que tout produit instantané, que ce soit Tang, ou Jell-O, n'est pas un produit naturel. Ceux qui espèrent trouver sur les tablettes des hyper-marchés des pots de « *Instant Country* » vont attendre longtemps. Un pays peut mettre plusieurs centaines d'années à mûrir. On a même entendu parler de nations qui ont quelques milliers d'années derrière elles.

Mais on n'a jamais entendu parler d'une nation qui se demandait si ça reviendrait plus cher ou moins cher, d'administrer un pays de six millions d'habitants, par rapport à celui dont on détient un passeport pour l'instant.

Ce n'est pas que le québécois soit à vendre au plus offrant. C'est qu'il est *acheteur,* comme son ancêtre le coureur des bois qui cherchait des peltries aux quatres coins de l'Amérique.

Entre la France, l'Angleterre, le Canada et les Etats-Unis notre ancêtre hésite et passe d'un Souk à l'autre, comme un arabe futé, il fait baisser les prix, promet de revenir. Entre temps deux magasins, l'Angleterre et la France, ont fait faillite ; bien sûr la France a réouvert une petite boutique de vêtements, nous lui achetons du style, mais pour l'hiver nous allons encore chez le fourreur d'Ottawa. Nous sommes acheteurs. Nous sommes même, disent les statistiques, les plus gros acheteurs de gros chars en Amérique.

Donc, si on veut me vendre l'indépendance du Québec, aussi bien lui mettre un gros moteur.

Au fond, plus on y pense, cette situation incestueuse du Québécois qui se demande s'il va s'acheter à lui-même l'indépendance risque de se perpétuer. Et nous aurons longtemps encore à la tête du pays un frère économe plutôt qu'un premier ministre.

Et longtemps encore le Québec ressemblera à une procure. A moins, évidemment, qu'on ne s'ouvre singulièrement les yeux et qu'on ne cesse de vivre dans un climat primaire comme celui qui entoure la majorité des débats, fussent-ils politiques ou littéraires.

Quand Robert Bourassa annonça, à bord d'un avion qui le ramenait d'une conférence interprovinciale, que le Québec devait affirmer son indépendance culturelle, ce fut, dans les journaux, les salons, aux lignes ouvertes et dans les cercles indépendantistes un beau tollé. Comment, raisonnait-on avec mépris, ce Monsieur peut-il nous parler d'indépendance culturelle quand nous n'avons pas même encore notre indépendance économique ?

Comment, affirmait-on avec l'assurance du pape annonçant la virginité de Marie, peut-on aborder la question d'une indépendance culturelle quand nous ne possédons pas même nos chemins de fer, nos lignes aériennes, notre ministère des postes et l'entière responsabilité fiscale ?

D'ailleurs, en fait, qu'est-ce que c'est que cette indépendance culturelle ? Dites-nous un peu : vous voudriez que le Québec ressemblat à la troupe des Feux-Follets et qu'avec une subvention fédérale les québécois se contentent de danser pendant qu'Ottawa tiendrait le tiroir-caisse ?

Et puis là-dessus les élections se sont amenées et l'on a discuté du tiroir-caisse, sans aborder la question du spectacle et de l'affiche. Le Gouvernement libéral a cessé de parler d'indépendance culturelle, sans fouiller la question puisqu'elle n'intéressait personne.

Nous sommes de beaux couillons.

La civilisation post-industrielle dans laquelle nous commençons de baigner n'a pas les mêmes paramètres que la ci-

vilisation industrielle, elle-même radicalement différente de l'époque agricole. Non seulement en termes économiques, ce qui saute aux yeux, mais aussi en termes culturels. A quoi bon en effet s'acheter à soi-même une indépendance ratée en 1837 ? Par nostalgie ?

La fidélité aux luttes passées est nécessaire, mais les luttes que nous avons à mener aujourd'hui ne seront pas gagnées par les zouaves que l'Abbé Groulx admirait tant. Pourtant, quand nous discutons de l'indépendance, nous réfléchissons souvent comme des zouaves.

Ceux-là non plus ne sont jamais passés à l'action et le monde a changé ; ils ont conservé l'uniforme et les parades.

Ce que j'entends, c'est que si le gouvernement de la Province de Québec, dirigé par le Parti libéral, nous propose l'indépendance culturelle, *il faut le prendre au mot.* A moins de préférer s'asseoir au bar en attendant que le Parti Québécois puisse racheter le Québec comme nous rachetons l'Ile d'Anticosti.

Parce que créer un pays, c'est autre chose que changer de comptable, ou de comptabilité. En fait ce qui différencie la civilisation post-industrielle de celle que nous avons connue hier, c'est essentiellement qu'hier *la culture était soumise à la production de masse et donc à l'économie* et *qu'aujourd'hui c'est l'économie qui se voit soumise à la culture.* Dans un marché où l'on ne vend plus des biens qui répondent à des *besoins,* mais à des *désirs,* c'est la culture qui détermine la production. Les affaires culturelles s'administrent dans les agences de publicité.

L'Occident dont nous faisons partie est aujourd'hui, au plan économique et technologique, un tissu serré et nous ne sommes que quelques fils dans la trame. De gré ou de force, il faut bien admettre que le commerce nous rend interdépendants. Mais notre façon d'*être* nous appartient, et si le style c'est l'homme, les hommes québécois ont droit à un style québécois de production de biens de consommation ; les Etats-

Unis, depuis vingt ans, ne nous vendent plus des objets innocents, ils nous vendent de la culture, le dit-on assez ?

En fait, le véritable ministère du commerce, au sens le plus précis du terme, ce pourrait être le Ministère des Affaires Culturelles. Un seul exemple : la deuxième industrie, en importance financière, étant le tourisme, croit-on que celui-ci n'a d'autre moteur que le commerce culturel ? l'Exposition universelle de 1967 l'a assez prouvé.

On pourrait pousser cette analyse plus avant, et je souhaite ardemment que les équipes des revues et les membres des associations culturelles s'y mettent, car dans la civilisation des années à venir nous ne pouvons réellement espérer qu'une *indépendance culturelle* parce que c'est la seule qui soit nécessaire : elle englobe toutes les autres, politiques, économiques ou sociales.

Va-t-on se battre pour un bilan financier pendant qu'on nous fait des transfusions de Pepsi dans le sang ? Et quel est le seuil de tolérance de notre coeur québécois ?

En ce sens, ce qui me rend la SSJB sympathique, c'est que bon an mal an, parfois presque malgré elle, quand elle donne naissance à d'autres sociétés nationales, elle travaille à sa propre perte, puisque, lorsqu'elle aura atteint ses objectifs, elle pourra se dissoudre dans le peuple, exactement comme le parti communiste se dissoudra dans la société du même nom, selon Lénine.

Ce soir, puisque notre gouvernement est encore anonyme, c'est cette Société nationale qui manifeste son intelligence des activités culturelles. La Société accorde chaque année cinq prix que les artisans des différentes disciplines ont appris à valoriser, quand on voit la liste des récipiendaires. Le prix *Duvernay*, de Frégault à Ferron, m'échoit. Et la médaille Bene Merenti Patria.

C'est difficile, quand on ne croit pas en Dieu, de croire aux médailles. Mais quand on s'y arrête — et croyez-moi, je m'y suis arrêté depuis qu'on me l'a offert — on découvre ra-

pidement qu'un prix national ne couronne jamais un auteur mais son oeuvre.

Ce n'est pas Jacques Godbout qui reçoit une médaille, comme l'eau Montclair à Bruxelles en 1972 pour la pureté de ses sources, c'est l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler ses créations qui ne sont en fait que des *reproductions* d'un monde, d'un climat, d'un univers qu'il faut bien traduire si l'on veut le comprendre, par les arts, dont celui, éminemment dangereux, de la littérature, puisqu'il nous rappelle chaque jour que derrière la réalité des mots, comme le disait Blanchot, on retrouve la mort, mais aussi la vie naissante.

Ces oeuvres, ces écritures que souligne un prix national, si j'en fus l'artisan, ce sont essentiellement les lecteurs qui en ont assuré l'existence. J'appartiens à une génération qui a beaucoup produit, ces dernières vingt années, mais c'est parce qu'elle avait des lecteurs aussi patients, aussi exigeants, aussi passionnés que ses écrivains.

Les premiers recueils de l'Hexagone se vendaient par souscription. Un premier roman était discuté sur la place publique. Il y avait, c'est certain, beaucoup de talent chez les lecteurs qui nous accueillaient à nos premières ébauches. Nous avons eu un public exemplaire.

J'écris depuis vingt ans. Il me reste, si je fais attention au coin des rues et si j'arrête de fumer, vingt autres années d'écriture. Je ne dis pas cela pour décourager ceux qui voudraient que le Duvernay me soit l'occasion d'un enterrement ; juste pour les écoeurer un peu. Je sais que je n'ai rien inventé, que je n'ai fait que donner forme à ce qui existait autour de moi. C'est ce que je veux tenter de faire encore, avec l'aide de ces lecteurs nécessaires et qui sont les premiers militants de l'indépendance culturelle. Ils n'ont pas besoin d'être nombreux pour permettre à un écrivain de vivre spirituellement : mais il ne faut pas qu'ils disparaissent.

La Société St-Jean-Baptiste est dite Société patriotique, parce qu'elle s'occupe de la Patrie. La Patrie m'intéresse, la

petite et la grande ; parfois le Québec me semble un jardin où nous cultivons tous les printemps des fleurs de rhétorique que d'autres viennent couper régulièrement en octobre.

Mais la Patrie c'est plus qu'une saison, c'est le territoire qu'ont défriché les Godbout en 1632, comme l'ont fait vos grands-pères. C'est le territoire qu'habitent nos enfants et c'est aussi, parfois sous forme littéraire, un paysage intérieur. Ecrire c'est articuler le paysage intérieur et le paysage extérieur ; en ce sens (et je crois pouvoir parler au nom de mes camarades de Liberté) *la Patrie nous intéresse* ; le *Pouvoir ne nous intéresse pas.*

JACQUES GODBOUT

Le 4 février 1974.